



Amal Baba Ali

Journaliste
correspondante.

La reprise se fait dans la douleur

● Les Marocains ne sont plus la première communauté étrangère en Espagne ● Selon des acteurs associatifs, l'avenir des travailleurs semble flou et sans perspectives



Les vacanciers espagnols s'apprêtent à accueillir la reprise avec un sentiment du déjà vu. Les pronostics sur l'état de santé de l'économie ibérique reprennent de plus belle. Les analystes du Financial Times ont dégainé leurs armes contre les gestionnaires espagnols. Cette semaine, le ton alarmiste a repris du service après une brève trêve. Les économistes prévoient même une rechute. La timide croissance réalisée durant les premiers mois de 2010 n'a pas eu l'effet escompté. La demande interne a fortement baissé comme prévu, conséquence de l'augmentation de la TVA en juillet. Du côté des travailleurs marocains, l'incertitude peuple les esprits. Hassan Arabi, président de Asisi (Association Solidaria para la integración sociolaboral de inmigrantes marroquíes en Madrid) brosse un tableau très sombre. «*Nous n'avons aucune visibilité pour les mois à venir*», nous déclare-t-il. Selon cet acteur associatif, l'hémorragie du chômage se poursuit et il n'existe aucun moyen d'y faire face. Les Marocains résidents en Espagne continuent d'être la première cible de cette récession qui tarde à déguerpir. Pour Hassan Arabi, nos citoyens décampent vers d'autres cieux comme solution provisoire. Ce constat confirme les statistiques relatives aux immigrés dans une situation régulière en Espagne. La communauté marocaine a baissé notablement en Catalogne et à Madrid, deux régions à forte concentration marocaine. Selon les

dernières statistiques rendues public début août, 98.000 étrangers ont quitté le sol ibère durant les trois derniers mois. Le rapport révèle que les Marocains ont cessé de trôner sur la liste de la première communauté étrangère en Espagne. Désormais, les Roumains occupent la première place avec 793.205 résidents légaux contre 758.900 marocains, d'après le rapport de l'Observatoire permanent de l'immigration. Soit une perte de 16.154 de titres de séjour. Quant au nombre de cartes de résidence délivrées, il a baissé de 2,03% durant les trois premiers mois de cette année. Une première en Espagne depuis 2008 où l'ensemble de la population étrangère a dégringolé d'à peine 0,50%.

Certains immigrés tombent dans la clandestinité

Toutefois, ces chiffres ne veulent en aucun cas dire que les immigrés désœuvrés ont rebroussé chemin. En l'absence de contrat de travail pour renouveler leurs papiers de résidence, certains tombent dans la clandestinité et la population étrangère est la première qui paye les pots cassés. Selon la dernière étude annuelle sur l'immigration et le marché de l'emploi, le taux de chômage parmi les immigrés frôle 27,9% contre 16,8% pour les Espagnols. Contrairement à toute attente, ces derniers n'ont pas occupé les emplois délaissés par les immigrés. Ce qui contredit la thèse soutenue, à tort, par certains partis de la

droite, selon laquelle les étrangers sont à l'origine du fort taux de chômage dans les rangs des espagnols. Les travailleurs marocains broient du noir vu que peu d'alternatives se présentent à eux. Même la période estivale, où le marché de l'emploi se ravigote grâce aux métiers liés au tourisme, n'a pas réussi à assouvir la forte demande en matière d'emploi émanant des bureaux de chômage espagnols. D'ailleurs, et comme nous le précise le président d'Asisi, les Marocains ne sont pas concernés par ces métiers, qui profitent plus à des profils qualifiés. «*Ces postes nécessitent des qualifications qui font défaut à nos compatriotes. L'hôtellerie, par exemple, requiert un niveau de formation qui dépasse les Marocains, incapables de prétendre à ce type de professions*».

Peu...voire pas du tout qualifiés

Le problème de formation des travailleurs marocains se pose avec acuité en Espagne. D'ailleurs, sur la liste des candidats à un poste, le Marocain est le premier à essuyer un refus catégorique, nous assure notre interlocuteur. «*Si un Roumain ou tout autre citoyen de l'Europe de l'Est présente sa candidature, celle du Marocain est systématiquement rejetée*», ajoute Arabi. Reste la voie de l'économie parallèle, une issue de secours en attendant des jours meilleurs. Même si l'étude sur l'immigration et le travail minimise l'ampleur de ce phénomène. Mais, tout porte à croire que ces chômeurs ont trouvé refuge dans le secteur informel. Noureddine en est l'exemple. Cet ex-travailleur dans un chantier de construction a troqué le marteau contre l'encens qu'il vend dans les artères madrilènes à côté de ses confrères africains lesquels étalent leurs marchandises à même le sol : sacs à main falsifiés, paires de lunettes, DVD piratés, ..., en somme, des mini Derb Ghallef ambulants. Noureddine est officiellement sans emploi, mais verse, par le biais d'un contrat de travail fictif dans le secteur agricole, des cotisations à la Sécurité sociale. C'est ce qui explique d'ailleurs la baisse du nombre des cotisants affiliés au régime dit normal (construction et services) et le maintien du nombre des affiliés au sein du régime agraire et de celui lié aux travaux domestiques. Cette situation d'instabilité profite plus aux employeurs. Selon Asisi, la crise enregistre un regain des abus sociaux de la part des patrons. Les heures de travail sont rarement rémunérées et dans certains cas les vacances ne sont pas accordées. Quel avenir donc attend les Marocains d'Espagne ? C'est la question que nous avons posée au département ministériel chargé des Marocains à l'étranger et à laquelle nous n'avons pas eu de réponse, malgré nos incessantes relances. Ce qui confirme l'absence de toute stratégie en matière d'immigration auprès des responsables de ce dossier qui résume les immigrés en des soirées folkloriques ou des rencontres insipides. Ce qui confirme aussi cette sensation qu'ont les immigrés marocains, en Espagne ou ailleurs : celle d'être confinés au rôle de producteurs de devises pour le pays. Quant à leurs problèmes et préoccupations, c'est au pays hôte de réfléchir à des alternatives !

La charité pour survivre



Pour les diplômés marocains en Espagne, l'heure est grave. Ceux qui ont perdu un travail ont du mal à se faire recruter sans peine. Les diplômés se ruent vers les grandes villes de la péninsule ibérique pour mettre toutes les chances de leur côté. Certains ont même commencé à effectuer des entretiens au Maroc pour sonder le marché et peut-être rentrer pour de bon. C'est le cas notamment des ingénieurs mais surtout des architectes dont l'avenir en Espagne est tout sauf rose. Que dire des travailleurs et ouvriers sans qualifications ni diplômes. Rien qu'en 2009, 18.629 marocains ont perdu leurs d'affiliations à la sécurité sociale, selon la dernière étude sur l'immigration et le marché du travail. Malgré ce constat alarmant et en l'absence de toute lueur d'espoir, aucun travailleur marocain ne songe à rentrer définitivement au Maroc. De prime abord, par honte. Honte de rentrer bre-

Pour les diplômés marocains en Espagne, l'heure est grave.

douille. De plus, ils considèrent que le voisin du nord offre une scolarité gratuite à leurs enfants et un accès aux soins hospitaliers et aux médicaments, sans déboursier un rond. Chose inaccessible au Maroc pour les modestes travailleurs. Seul un bon capital, permettant la création d'une petite affaire est capable de les convaincre de mettre les voiles. En attendant, ils préfèrent vivre en puisant dans les aides du gouvernement. Les reportages télévisés relatant le quotidien des familles subsistant grâce à l'entraide étatique ou associative montrent toujours un chef de famille marocain bénéficiant de cette aumône sous forme de paniers alimentaires ou de chèques-repas. Le gouvernement a fait part de sa volonté de restreindre la liste des personnes ayant droit aux aides de 420 euros. Pour plusieurs familles marocaines, le cauchemar s'intensifie de jour en jour.